

TERRES VOLEES

Article paru dans *Kontinente* - Das missio-Magazin 1/2012
Traduction libre avec l'aimable autorisation de l'auteure
Beatrix Gramlich - Rédactrice - Kontinente

Quand des étrangers arrivent dans un des villages de la montagne, c'est toujours un évènement. Les habitants d'Antanambao ont invité les nouveaux arrivants dans leur maison d'hôtes. Les visiteurs en provenance de Moramanga se sont assis sur un banc en bois branlant, quant aux hommes du village, pieds nus, en sueur, dans des vêtements en lambeaux, ils se sont assis par terre –. Ils ont appris qu'il va être question d'Ambatovy. Ils sont furieux et craignent de devoir partir un jour de leurs villages. Ambatovy a changé leur vie. Mais quelles alternatives ont-ils?

La terre c'est la vie.

La forêt est leur patrie. Encore maintenant, elle se classe parmi les régions les plus riches en biodiversité de la planète - même si au cours des dernières décennies l'abattage de teck et de palissandre a été tellement intensif qu'il ne reste que dix pour cent de la superficie initiale. Cette terre est celle que cultivaient leurs pères et leurs ancêtres. "Elle est la source de notre vie", disent les hommes - et la façon dont ils le disent ne paraît pas du tout pathétique. Ils sont pauvres, mais personne ne souffre de la faim. Parce que la terre les nourrit eux et leurs familles en abondance.

Un vieil homme coiffé d'un chapeau et vêtu d'une chemise à motifs se lève et demande à l'assemblée de participer à la discussion. Giles Razana est le "porte-parole". C'est lui qui informera, plus tard, le chef du village du contenu de la réunion. Celui-ci qui travaille pour le Service de sécurité d'Ambatovy ne sera pas de retour avant le soir. "Nos champs sont détruits". "L'eau est sale". "Tous les poissons dans la rivière sont morts" - "Il y a des glissements de terrain au-dessus du village". Les prises de parole sont d'abord hésitantes puis de plus en plus rapides et animées. Les hommes décrivent la façon dont des champs entiers ont été détruits et avec eux des plants de caféiers et de bananiers. "Au début, il s'agissait de 30 caféiers, par la suite il ont tous été emportés", explique Gilbert Bekamisy indigné. "La bonne terre a disparu. Je peux vous montrer. Nous pourrions y aller tout à l'heure ». Un murmure d'approbation remplit la pièce faiblement éclairée, sans fenêtre. Devant la porte, des femmes et des enfants se bousculent et essaient de capter quelques phrases. Chaque famille peut témoigner d'une expérience similaire ici. Le sentiment d'impuissance domine.

Ils espèrent que l'évêque de Moramanga aura peut-être davantage d'influence. Ils se réjouissent du fait qu'il a récemment envoyé des personnes à Antanambao qui veulent s'informer sur ce qui s'est vraiment passé. Jao Rajoeliso travaille pour une organisation de développement de l'église, les deux autres travaillent pour le diocèse. Julien Ralaimpona est un agriculteur comme eux. Mais il est aussi impliqué dans un projet du diocèse, qui défend les intérêts des petites gens auprès d'Ambatovy. Suspendu à sa cabane, comme dans 67 autres villages, il y a une caisse en bois dans laquelle les villageois peuvent insérer des requêtes et des plaintes. Le mot TARATRA est écrit en grosses lettres sur la boîte ; c'est en malgache et cela signifie «transparence».

"Nous voulons mettre en place une plate-forme d'information", a déclaré l'évêque de Moramanga, Gaetano Di Pierro. Il y a cinq ans, quand les multinationales ont commencé l'exploitation à grande échelle des ressources minières à Madagascar, les quatre diocèses concernés se sont regroupés et ont lancé le mouvement "Taratra".

Église aux côtés des petits agriculteurs

L'église veut donner une voix aux petits paysans. Elle demande qu'on respecte leurs droits sur les terres et qu'ils soient convenablement indemnisés pour leurs pertes. Mais c'est le point critique et difficile.

Les droits sur le sol et la propriété foncière sont peu ou pas réglementés par la loi en Afrique. Sur l'ensemble du continent, seulement 2% des terres sont reconnus par des documents officiels en tant que propriété privée. La plus grande partie est propriété de l'Etat. À la fin de la période coloniale les Européens ont transmis l'administration des terres aux nouveaux gouvernements, comme bien public. Pendant des décennies, cela a fonctionné. Personne n'était intéressé par les terres agricoles que les paysans exploitaient suivant le droit coutumier. Dans de nombreuses cultures africaines, la terre est un don des ancêtres et fait partie de l'identité sociale. Par la suite cependant, plus les ressources naturelles et les terres agricoles fertiles ont été recherchées par les investisseurs étrangers, plus il est devenu tentant pour les élites locales de s'enrichir par la vente de vastes superficies de terres ou par leur location par un bail à long terme. Ce qu'elles ont négocié avec les investisseurs n'est pas destiné au grand public. Les clauses et les détails des contrats sont presque toujours des sujets maintenus dans la confidentialité. Transparence et participation de la population locale sont considérés comme perturbatrices et a priori exclues dès le départ.

Si leurs projets sont rendus publics, les négociateurs courent le risque de protestations massives. Madagascar a été le premier pays qui a réussi à renverser un gouvernement à cause de cela. En 2008, on a appris qu'une négociation était en cours entre le gouvernement malgache et la compagnie sud-coréenne Daewoo pour un bail de 99 ans sur 1,3 million d'hectares de terres – ce qui représente environ la moitié de la superficie totale des terres arables dans le pays. Cette annonce a déclenché la colère de la population qui est descendue dans les rues et a chassé les responsables du pouvoir. Depuis, le projet est en stand-by. Pendant ce temps, toutefois, la société indienne Varun International a loué 465 000 hectares pour la production de riz, et Daewoo a essayé de défendre ses intérêts à travers une filiale récemment créée. Ambatovy est un autre exemple flagrant de l'utilisation sans scrupules des terres et des ressources.

"Pas de commentaire", dit seulement Mgr Di Pierro. A la question de savoir si des membres du gouvernement malgache auraient profité personnellement de cette affaire, il ne répondra pas davantage. "On m'a dit que je devrais faire attention", admet-il. Mais en tant que chrétien engagé par rapport à l'Évangile et par conséquent attaché à la vérité, il trouve des mots clairs. Les indemnités sont calculées de manière incorrecte et les maisons promises n'ont jamais été construites. Même le reboisement qu'ils se sont engagés à réaliser n'a pas vu le jour. "Les petites gens sont obligés de se taire", explique Di Pierro. Les Malgaches disent: "Comment un œuf peut-il lutter contre une pierre ?"

Droits d'extraction cédés pour trois décennies

En plein cœur de la forêt tropicale malgache, le complexe multinational Ambatovy va extraire du cobalt et du nickel. Construction d'un pipeline de 220 km (ligne rouge).

Sur son site Internet, Ambatovy met l'accent sur son engagement ferme à une pratique commerciale durable, responsable et transparente. "Le groupe SHERRITT, dont la multinationale canadienne Sherritt détient la majorité avec 40% des actions, aux côtés de petits propriétaires en provenance du Japon, de la Corée du Sud et du Canada, a négocié avec le gouvernement malgache un contrat de bail à long terme. Pour quelque 150 millions de dollars américains, et pour un minimum de 29 ans. Ambatovy s'est ainsi arrogé les droits d'extraction minière dans une zone de forêt montagneuse située près de Moramanga. Durant cette période, la société compte extraire 60.000 tonnes de nickel, 5.600 tonnes de cobalt, et 210.000 tonnes de sulfate d'ammonium. Les prix sur le marché mondial de ces minerais utilisés dans la production d'acier inoxydable, les batteries et les engrais, ont fortement augmenté ces dernières années. A Madagascar, ces minéraux sont seulement à trois mètres sous terre. L'exploitation commencera dès cette année. 98% de la production seront exportés à l'étranger, et seulement 2% resteront sur l'île. Ambatovy est une mine d'or. C'est bien ce qu'ont pressenti les aventuriers qui étaient à la recherche du métal précieux dans la rivière d'Ilazana, à proximité. Il est probable que d'autres trésors sont stockés dans le sol en plus du cobalt, du nickel et du sulfate d'ammonium.

Tout ce qui sera extrait de la mine d'Ambatovy glissera à l'intérieur d'un pipeline souterrain. Mélangé à une grande quantité d'eau tirée de la rivière Mangoro, le minerai sera acheminé pendant 30 heures sur 220 km pour atteindre le port de Toamasina et y être traité pour l'exportation. La rivière est maintenant morte, c'est un inquiétant signe avant-coureur des catastrophes encore à venir. Les habitants d'Antanambao ont déjà bien des raisons d'être en colère.

Le regard de Gilbert erre sur les épais tuyaux noirs qui sont allongés au pied de la colline au bord de la route. La route ne se trouvait pas là autrefois, elle a été construite sur son terrain pour pouvoir poser le pipeline. De son terrain il ne reste plus grand chose. Avec force, Gilbert tire de sa poche un papier froissé avec le logo dynamique d'Ambatovy. Comme un acte d'accusation il le montre aux envoyés de l'évêque Di Pierro. C'est la décision sur l'indemnité versée par l'entreprise pour le dédommager. En fait, c'est une mauvaise blague - le montant est dérisoire -: il devrait obtenir 177 000 Ariary, l'équivalent de 60 €. Avant, rien qu'avec sa récolte de café annuelle, il gagnait plus de 60 euros. Cette indemnité correspond au dédommagement de la perte de 30 caféiers suite à la construction de la route, suivant l'estimation des gens d'Ambatovy. En réalité, il y a eu tout un glissement de terrain qui a balayé les champs de Gilbert. Un seul plant de bananier est resté, étendant ses feuilles en lambeaux dans le vent comme un mémorial dans le ciel.

Giles le porte-parole montre un virage d'où l'on voit la terre rouge en train d'être rongée par la route et le pipeline. Auparavant poussaient là des centaines de bananiers, d'avocatiers, de plants d'ananas et de manioc. Ils étaient son gagne-pain. Mais les sols fertiles qui entourent le village ont été divisés depuis longtemps. Maintenant Giles est obligé de chercher bien loin en dehors du village pour labourer de nouveaux champs. Il doit partir, parce qu'il a encore quelques heures de marche devant lui.

Entre-temps, l'arrivée d'une voiture avec le logo de la société Ambatovy qui s'est garée à la sortie du village n'est pas passée inaperçue par les villageois. Deux collaborateurs du Groupe vérifient la rue et notent l'érosion sur les pentes. Quelques hommes d'Antanambao profitent de l'occasion et les suivent au talon. Enervés, ils parlent et se plaignent de la perte de leurs champs et de l'indemnisation ridicule. Les employés d'Ambatovy n'écoutent pas les petits agriculteurs. "Vous savez, c'est difficile de discuter avec ces gens", explique Robinson Navalona avec condescendance. "Ils sont illettrés. Mais nous les aidons. Nous construisons des écoles, leur donnons du travail". Cela ressemble à un discours enregistré. Ambatovy fait toujours les mêmes promesses généreuses à chaque occasion.

Produits Alimentaires de l'Afrique du Sud

La société se présente comme une machine de création d'emplois dynamique et comme le stimulant de l'économie locale. En réalité, Ambatovy fait venir pour tous ses cadres de la viande, des fruits et des légumes d'Afrique du Sud chaque semaine parce que l'offre locale n'est pas assez bonne pour leurs exigences. Les partenaires de l'église à Madagascar estiment que près de 500 emplois seront créés pour l'extraction des ressources naturelles. La vérification de ces chiffres et du nombre d'emplois effectivement créés pour les autochtones est difficile. Au siège de la société à Moramanga, aucun des responsables n'est disponible pour une entrevue. Par la suite, ni Ambatovy, ni le siège de Sherritt à Toronto, Canada n'a répondu aux questions envoyées par écrit. Cela ne ressemble pas vraiment aux "pratiques commerciales transparentes" promises.

Pourtant, une entreprise a vu le jour sans aucun doute grâce à Ambatovy. Le nombre de femmes qui vendent leur corps a beaucoup augmenté. Chaque vendredi soir des voitures les attendent sur le marché de Moramanga pour les emmener au port de la ville de Toamasina. Mgr Di Pierro parle avec délicatesse de la prévention et aborde la question lors de sa visite à l'école d'Andasibe. Il s'avère que les filles sont bien informées. Elles savent exactement ce que rapporte la nuit avec un Malgache ou avec un étranger. Le prix se situe entre 1 et 5 euros.

A la tombée de la nuit, l'ambiance est peu sympathique à Moramanga. Les hommes se poussent autour de la gare routière pour chercher de la bière et faire le guet pour chercher les jolies jeunes filles. A l'ombre de quelques maisons une jeune fille en jeans serrés et débardeur attend les clients, elle s'appelle Jolie et elle n'a pas plus de dix-sept ans. Elle est nouvelle dans le business et on voit qu'elle n'est pas sûre d'elle. Elle a laissé son bébé à la maison. Sa mère prend soin de sa petite fille et envoie sa fille dans la rue pour avoir de l'argent. Sans l'argent, gagné par Jolie, elles ne survivraient pas pendant le mois. Parfois, la jeune fille regrette d'avoir quitté son village dans la montagne. Même si là-bas elles étaient pauvres, elles n'y ont jamais souffert de la faim. Leurs champs les ont toujours nourries suffisamment.